

# INTERNATIONAL

etranger.union@sonapresse.com

## Brèves

TCHAD : LES JIHADISTES EXÉCUTENT UN SOLDAT

La branche ouest-africaine du groupe jihadiste Etat islamique (EI), issue d'une scission de Boko Haram, a exécuté un soldat tchadien capturé récemment dans une embuscade au Tchad, montre une vidéo authentifiée lundi par des responsables militaires et administratif. Un homme non identifié tire une balle dans la tête d'un autre agenouillé devant lui et portant le treillis de l'armée tchadienne.

COVID-19 : LA BARRE DES 1 000 POUR LA GUINÉE

La Guinée a franchi dimanche la barre symbolique des 1 000 contaminations par le nouveau coronavirus, où la maladie Covid-19 progresse rapidement malgré l'instauration d'un couvre-feu et l'obligation du port du masque, ont indiqué les autorités sanitaires. "Nous avons enregistré pour la seule journée d'aujourd'hui (dimanche) 98 nouveaux cas, qui font au total 1 094 cas positifs et malheureusement 7 décès", a déclaré le porte-parole de l'Agence nationale de la sécurité sanitaire (ANSS), Sory Keira.

DE RETOUR, JOHNSON APPELLE LES BRITANNIQUES À RESTER CONFINÉS

De retour aux commandes du gouvernement britannique après sa convalescence, Boris Johnson a appelé hier les Britanniques à continuer à respecter le confinement bien que la courbe de la pandémie "commence à s'inverser" au Royaume-Uni. Un mois après avoir été testé positif au Covid-19 et deux semaines après sa sortie de l'hôpital, le Premier ministre de 55 ans s'est exprimé devant le 10 Downing Street.

# Burundi : les hostilités électorales lancées hier...

Jonas OSSOMBEY (sources : AFP)  
Libreville/Gabon

DEPUIS hier le processus électoral au Burundi est lancé. La campagne pour les élections présidentielle, législatives, et municipales du 20 mai au Burundi a débuté dans un climat de défiance à l'égard du gouvernement pour sa gestion de l'épidémie de nouveau coronavirus et de répression de l'opposition. Cette campagne durera jusqu'au 17 mai, selon un décret présidentiel. Elle commence à 06H00 et se termine à 18H00 chaque jour, "toute propagande" en dehors de la période fixée étant interdite.

Sept candidats sont en course pour la présidentielle, dont celui du parti au pouvoir, le CNDD-FDD, le général Evariste Ndayishimiye, présenté sur les affiches électorales comme "l'héritier" du président Pierre Nkurunziza, en poste depuis 2005 mais qui ne se représente pas. Son principal adversaire est le leader historique de l'ex-rébellion Hutu des FNL et candidat du parti Conseil national pour la liberté (CNL), Agathon Rwasa.

La campagne s'ouvre alors que l'opposition accuse le gouvernement de minimiser volontairement l'épidémie de Covid-19,



Les partis politiques et leurs candidats en campagne.

pour éviter que la population ne s'interroge sur l'opportunité de maintenir les élections. Les autorités, pour lesquelles le pays est protégé par la "grâce divine", n'ont prévu pratiquement aucune mesure de protection spécifique pour les rassemblements électoraux. Le Burundi a recensé officiellement 15 cas de nouveau coronavirus, dont un décès.

Une grande effervescence s'est emparée du pays. Dans la nuit, des affiches avec les noms des candidats ont fleuri partout. Des camions et bus sont déjà remplis de militants qui se rendent aux

premiers meetings. Le CNDD-FDD a lancé en grande pompe sa campagne dans la commune de Bugendana, dans la province de Gitega (centre), où il compte réunir des dizaines de milliers de personnes. Le CNL a choisi Ngozi, fief du président Nkurunziza, et a mobilisé des dizaines de bus pour amener des milliers de militants de tous les coins du pays. "La Ceni (Commission électorale) nous a donné des kits constitués de seaux d'eau et de savon pour que les sympathisants qui vont participer aux meetings se lavent les mains, mais on se

rend compte que cela ne servira à rien", a expliqué un responsable politique, sous couvert d'anonymat. "Tout le monde aujourd'hui est obnubilé par l'enjeu électoral (...) On va penser à la pandémie plus tard", a-t-il regretté. L'opposition a aussi dénoncé la répression et les intimidations dont elle est l'objet. Dans un communiqué publié hier, Human Rights Watch (HRW) dit avoir recensé ces six derniers mois plusieurs cas de meurtres, disparitions, arrestations arbitraires, menaces et harcèlement à l'encontre d'opposants présumés.

## Ndayishimiye, dauphin et grand favori

J.O.  
Libreville/Gabon

C'est vrai qu'une élection n'est jamais gagnée d'avance, mais pour la présidentielle qui aura lieu le 20 mai prochain au Burundi, Évariste Ndayishimiye, le candidat du parti au pouvoir fait office de grand favori. Qui est donc celui à qui le président sortant, Pierre Nkurunziza, a cédé la place ? Évariste Ndayishimiye est né dans la commune de Giheta au centre du Burundi en 1968. En 1995, Ndayishimiye est l'un des rares étudiants hutus à l'uni-

versité. Il échappe de peu au nettoyage ethnique contre les étudiants hutus mené par des étudiants tsutis. Il s'enfuit et fait partie des premiers à rejoindre l'opposition armée des Forces de défense de la démocratie (FDD), créée après l'assassinat du président hutu Melchior Ndadaye. Une partie de sa famille est cependant exécutée.

Pendant une décennie, dans les maquis des FDD dans la forêt de la Kibira (au Burundi) et dans l'est de la République démocratique du Congo (dans la presqu'île d'Ubwari), Évariste Ndayishimiye est commandant dans différentes régions et gravit

tous les échelons militaires. Les FDD, son parti, acceptent de le signer fin 2002 et renoncent au combat armé. En 2005, Évariste Ndayishimiye est nommé chef d'état-major adjoint des nouvelles Forces de défense nationale (FDN) avec rang de général. Puis entre 2006 et 2007, il est ministre de l'Intérieur et de la Sécurité publique. Ndayishimiye devient ensuite chef de cabinet militaire à la présidence, poste qu'il occupe jusqu'en 2014 pour prendre, l'année suivante, la tête du cabinet civil du président Pierre Nkurunziza. En août 2016, il est élu secrétaire général du CNDD-FDD, jusqu'en 2020.



Évariste Ndayishimiye, le candidat du parti au pouvoir.